



## Carnet

### ITS GROUP

**Laurent Kaczmarek**, 28 ans, inaugure le poste de responsable développement durable d'ITS Group. Diplômé d'un Master 2 de recherche en psychologie sociale, il y était chargé du recrutement depuis 2007.  
[www.itsgroup.fr](http://www.itsgroup.fr)

### SCHÖCK

**Raphaël Kieffer** a été nommé directeur général de Schöck France, fabricant de rupteurs de ponts thermiques. De formation supérieure en commerce et management, il assurait depuis 2005 la fonction de directeur commercial. [www.schoeck.fr](http://www.schoeck.fr)

### GÉO

**Muriel Labrousse** rejoint le cabinet conseil GEO spécialisé dans la gestion des certificats d'économies d'énergie pour y occuper la fonction de directrice de la communication. Elle était, treize ans durant, directrice de la communication de l'Arene d'Île-de-France.  
[www.geo-plc.fr](http://www.geo-plc.fr)

### SAVIN MARTINET

Avocates au barreau de Paris, **Marie-Aude Fichet** et **Katherine Salès** rejoignent le cabinet Savin Martinet Associés. Ancienne juriste au sein des groupes Schlumberger et EDF, Marie-Aude Fichet sera en charge des dossiers de droit de l'environnement, en relation avec le droit des sociétés et le droit commercial. Katherine Salès se chargera des contentieux touchant l'industrie.  
[www.smapharis.com](http://www.smapharis.com)

#### Environnement Magazine Hebdo

38, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris  
Tél. : 01 53 45 96 52 - Fax: 01 53 45 89 11

Directeur de la publication: Charles-Henry Dubail,

Directeur délégué: Christoph Haushofer

Rédactrice en chef: Dominique Bomstein,

Rédacteurs en chef adjoints:

Jean-Philippe Bondy, jp.bondy@victoires-editions.fr,  
Albane Canto, a.canto@victoires-editions.fr

Ont collaboré à ce n°: Raphaël Baldos, Morgan Boëdec,  
Alexandra Delmolino, Julien Dupain, Sylvie Luneau,  
Cécile Nivet, Fabian Tubiana.

Rédacteur graphiste: Laurence Touati

Abonnement 1 an (40 nos/an) France métropolitaine:  
960 € TTC (TVA 2,10 %) [vente@victoires-editions.fr](mailto:vente@victoires-editions.fr)

Commission paritaire: 0313 T81227 - ISSN: 1969-9468

Dépôt légal à parution - Impression: Duplirprint,  
95330 Domont - © Environnement Magazine Hebdo,  
toutes reproductions interdites

RCS Paris B342731247

Imprimé sur Cocoon Preprint,  
papier 100% recyclé certifié FSC.



# INTERVIEW

## « Copenhague est une base de départ »

Lors de la présentation de sa chaire au Collège de France, l'économiste et ancien conseiller du gouvernement britannique a tracé les grandes lignes de concrétisation d'un accord international sur le climat. Extraits des échanges.

### Quelle est votre opinion sur la conférence de Copenhague ?

La conférence s'est avérée décevante à bien des égards, mais l'accord constitue une base parce qu'il contient, pour l'essentiel, la plupart des éléments clés d'un accord mondial. Les quatre pays émergents qui ont signé avec les États-Unis l'accord de Copenhague, le Basic (Brésil, Afrique du Sud, Inde et Chine) se sont d'ailleurs réunis le 24 janvier pour souligner qu'ils soutenaient cet accord. Il faut donc à présent que les pays riches formulent des propositions constructives pour dégager au moins 100 milliards de dollars d'aide par an d'ici à 2020.

### Le mode de négociation ne doit-il pas être réformé ?

Il n'est plus possible de négocier à 192, des groupes de travail plus petits et efficaces sont nécessaires, mais toujours au sein de l'ONU. Celui formé par les États-Unis et le Basic est un commencement. Il est également nécessaire d'instaurer des modes de travail collaboratifs : si Copenhague a échoué, c'est que les propositions ont été élaborées par les pays développés. Si ces conditions sont remplies, les Nations pourraient parvenir à un accord à Mexico en décembre.

### Quelle est la place de l'Union européenne dans les négociations ?

Elle doit trouver un rôle, d'autant qu'elle peut mettre en avant son expérience en matière de marché de permis d'émissions de CO<sub>2</sub>. La Chine considère de plus en plus la possibilité de créer un marché intérieur, qui pourrait se concrétiser en 2011. Le projet de loi Waxman-Markey, aux États-Unis, prévoit également un tel mécanisme. C'est pour cette raison que l'Europe doit favoriser une démarche collaborative, si elle veut conserver son leadership, notamment en matière d'instruments et de normes: tout cela se joue en ce moment même.

### Que pensez-vous d'une taxe CO<sub>2</sub> aux frontières, envisagée par la France ?

Si ce mécanisme peut se justifier sur le plan théorique, j'ai peur qu'en pratique, il soit dévoyé au service du protectionnisme. On peut aussi s'interroger sur son efficacité: son montant serait assez faible. J'espère que la France prendra le temps de la réflexion, et favorisera une approche collaborative.

### Votre chaire au Collège de France est financée par un groupe pétrolier: cela ne vous pose-t-il pas un problème éthique ?

Absolument pas. Je remercie Total pour son soutien. Beaucoup d'acteurs économiques doivent s'intéresser à ces sujets. Et je m'exprimerai sans contrainte. JPB

## Quelle économie contre la déforestation ?

« Le climat va devenir un paramètre essentiel de l'économie et de la finance: or, l'ONU ne sait pas gérer correctement cette dimension. » Pour le professeur Christian de Perthuis, qui s'exprimait lors d'une conférence organisée par Xerfi, ce problème est crucial pour lutter contre la déforestation, responsable « d'un tiers des émissions de CO<sub>2</sub> », et dont l'origine principale est l'extension des surfaces agricoles. « On ne pourra pas mettre des gardes forestiers tout autour de l'Amazonie. On peut juste agir sur les comportements économiques. Il faut considérer l'agriculture et la forêt comme un seul système, et le plan REDD+ (Réductions des émissions issues de la déforestation et de la dégradation), ne changera pas la donne ». [www.xerfiechanges.com](http://www.xerfiechanges.com)